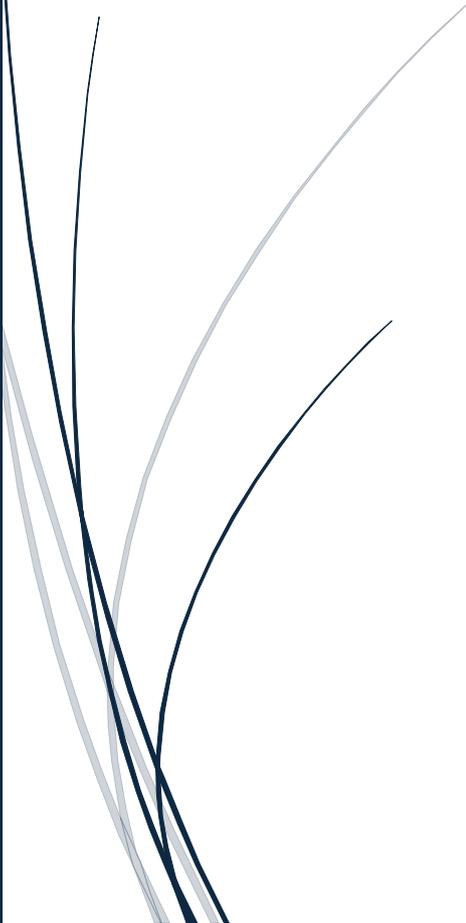


30/10/2025

**Rapport Lancement Officiel du Chapitre WISE Sénégal
Women in International Security – Chapitre Sénégal**

**Thème :« 25 ans après, où en est l’agenda Femmes, Paix et
Sécurité au Sénégal et en Afrique de l’Ouest ? »**



Thème : « 25 ans après, où en est l’agenda Femmes, Paix et Sécurité au Sénégal et en Afrique de l’Ouest ? »

Sommaire

- 1. Introduction**
- 2. Mot de Bienvenue de Mme Ndèye Magatte KEBE, présidente WIIS Sénégal**
- 3. Mot de Mme Safia Ibn Garba, Présidente de WISE Nigeria et WISE Rwanda**
- 4. Allocution d’ouverture de Mme Leïla Hashemi, Directrice mondiale des programmes et partenariats, WISE Global**
- 5. Note introductive du Pr. Khadija Elmadmad (Maroc), Professeur de Droit, avocate, Consultante internationale et médiatrice pour la paix, Modératrice**
- 6. Intervention de Mme Salimata Niébé Conombo, ancienne Ministre du Genre et de la Famille du Burkina Faso**
- 7. Intervention de Mme Fatim Touré Diédhiou, Chargée de programme Femme, Paix et Sécurité, WANEP Sénégal**
- 8. Intervention de M. Ibrahima Dieng, Chargé de programmes, Réseau Paix et Sécurité pour les Femmes de l’Espace CEDEAO (REPSFECO) Sénégal**
- 9. Intervention de Mme Woré Ndiaye, Experte en Transformation des Conflits et Développement-Diplomatie (Sénégal)**
- 10. Mme Simone Mbode Diouf, Jeune Ambassadrice pour la paix de l’Union africaine pour la région Afrique de l’Ouest**
- 11. Interventions des participant-es**
- 12. Recommandations**
- 13. Conclusion**

1.Introduction

Le 30 octobre 2025, s'est tenu, sur la plateforme Zoom, le lancement officiel du chapitre sénégalais du réseau Women in International Security (WIIS), marquant la naissance de la première antenne francophone d'Afrique.

L'événement a réuni des expertes, diplomates, universitaires, et représentantes d'organisations régionales venant du Sénégal, du Burkina Faso, du Niger, du Maroc, du Tchad entre autres. Ce lancement s'inscrit dans la continuité de la mission globale de WIIS, créée en 1987 à Washington D.C. et qui vise à promouvoir l'égalité de genre et le leadership féminin dans les domaines de la paix, de la sécurité et des relations internationales.

WIIS Sénégal a pour ambition de devenir un catalyseur de changement, en soutenant la participation active des femmes et des jeunes dans la prévention et la résolution des conflits, conformément aux résolutions 1325 (2000) et 2250 (2015) du Conseil de sécurité des Nations Unies.

2. Mot de Bienvenue de Mme Ndèye Magatte KEBE, présidente WIIS Sénégal



Mme Kébé a prononcé le mot de bienvenue du lancement officiel de WIIS Sénégal, première antenne francophone du réseau Women in International Security (WIIS).

Elle a exprimé sa profonde gratitude à Mme **Lauren Van Metre**, présidente de WIIS Global, à Mme **Layla Hashemi**, Directrice des programmes et des partenariats, ainsi qu'à toute l'équipe de WIIS Global pour leur accompagnement constant dans la création du chapitre sénégalais.

Elle a rappelé que WIIS Sénégal partage pleinement la mission de l'organisation visant à promouvoir l'égalité de genre et à renforcer le leadership des femmes dans les domaines de la paix, de la sécurité et des relations internationales. L'antenne ambitionne de faire des résolutions 1325 et 2250 du Conseil de sécurité de l'ONU le socle de son action, afin d'accroître la participation des femmes et des jeunes à la prévention et à la résolution des conflits.

Tout en saluant les progrès accomplis depuis 25 ans, elle a souligné les défis persistants :

- Manque de ressources ;
- Faible représentation des femmes dans les instances décisionnelles ;
- Besoin d'une meilleure coordination régionale.

WIIS Sénégal se veut ainsi être un catalyseur de changement, créant des espaces de réflexion, de dialogue et de synergie entre femmes, jeunes et institutions.

En somme, elle a appelé à une mobilisation collective pour renforcer l'agenda « Femmes, Paix et Sécurité » au Sénégal et en Afrique. Elle a affirmé la volonté de WIIS Sénégal de devenir un réseau dynamique, inclusif et intergénérationnel, faisant entendre la voix des femmes africaines dans les espaces de décision.

3. Mot de Mme Safia Ibn Garba, Présidente de WIIS Nigéria et Rwanda



Mme Safia Ibn Garba a félicité l'équipe de WIIS Sénégal pour cette nouvelle étape, symbole d'un élan africain collectif en faveur de la paix et de la sécurité inclusives.

Elle a rendu hommage à **Dr Catherine Kelleher**, fondatrice de WISE Global, dont la vision et l'héritage continuent d'inspirer le réseau.

Représentant à la fois WIIS Nigeria et Rwanda, Elle a insisté sur la solidarité entre les femmes africaines et la nécessité de bâtir un continent pacifique à travers la coopération et le soutien mutuel. Elle a encouragé les membres de WIIS Sénégal à s'inscrire dans cette dynamique d'échanges et d'innovation, rappelant que WIIS est avant tout une famille unie par la solidarité et la volonté d'agir ensemble pour une paix durable.

4. Allocution d'ouverture de Mme Leïla Hashemi, Directrice mondiale des programmes et partenariats, WIIS Global



Au nom de WIIS Global, Mme Leïla Hashemi a salué la création de WIIS Sénégal, désormais membre du réseau international présent dans plus de 50 pays. Elle a rappelé que WIIS, depuis sa création en 1987, œuvre pour une sécurité inclusive, où les femmes sont non seulement représentées mais aussi habilitées à influencer les décisions majeures.

Mme Hashemi a insisté sur le rôle du Sénégal comme modèle de diplomatie et de stabilité régionale, et a souligné que la naissance de WIIS Sénégal contribuera à renforcer les synergies entre les chapitres africains.

Elle a appelé à approfondir la collaboration entre les antennes, à partager les bonnes pratiques et à renforcer la participation féminine dans la gestion des enjeux sécuritaires modernes telle que la sécurité climatique, numérique et économique.

5. Note introductive du Pr. Khadija Elmadmad (Maroc), Professeur de Droit, avocate, Consultante internationale et médiatrice pour la paix, Modératrice



Mme Elmadmad a, dans sa note introductive, rappelé que la Résolution 1325 adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU en 2000 a constitué un tournant historique, reconnaissant le rôle des femmes comme actrices de paix et non plus seulement comme victimes des conflits. Toutefois, 25 ans après, elle note que cette résolution reste insuffisamment connue et partiellement appliquée.

Elle a mis en lumière trois constats :

- Une faible connaissance de la résolution, même parmi les femmes concernées.
- Un déficit de vulgarisation et de sensibilisation à tous les niveaux (national, local, communautaire).
- Une appropriation encore limitée des plans d'action nationaux, souvent méconnus des acteurs institutionnels.

Pr. Elmadmad a plaidé pour une appropriation inclusive et intergénérationnelle de l'agenda « Femmes, Paix et Sécurité », soulignant que la paix commence au niveau individuel avant de se construire dans les communautés et les nations.

Elle a invité les participant.es à dresser un bilan critique des 25 années écoulées, à identifier les lacunes et à formuler des recommandations concrètes pour renforcer la participation des femmes à la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest.

6. Intervention de Mme Salimata Niébé Conombo, ancienne ministre du Genre et de la Famille du Burkina Faso



Mme Salimata Niébé Conombo, aujourd'hui enseignante à l'École de maintien de la paix Alioune Blondin Bèye et vice-présidente d'un Think tank Prospective et Renaissance sur la gouvernance et la sécurité, a partagé son expérience sur la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies au Burkina Faso et dans la région du Sahel.

Elle a rappelé que son pays a adopté un plan d'action national intégré regroupant les principales politiques liées à la participation politique, économique et sécuritaire des femmes.

Ce plan, conçu pour surmonter les difficultés de financement et de coordination, vise à fusionner les résolutions 1325 et 2250, afin de renforcer la complémentarité entre les questions Femmes, Paix et Sécurité et Jeunesse, Paix et Sécurité.

Le Burkina Faso a également intégré dans ce cadre la Résolution 2719 (2023) ainsi que le Pacte pour l'avenir (2024), qui encouragent un financement africain des programmes et une meilleure inclusion des femmes et des jeunes dans la consolidation de la paix.

Mme Conombo a insisté sur les défis majeurs auxquels le Sahel est confronté notamment les crises sécuritaires et le terrorisme ainsi que sur la nécessité d'impliquer les femmes non seulement comme bénéficiaires, mais comme actrices à part entière des processus de paix.

Elle a plaidé pour le développement d'approches non militaires, valorisant la médiation communautaire et le dialogue local, domaines dans lesquels les femmes jouent déjà un rôle central mais souvent invisible. Selon elle, les politiques nationales doivent reconnaître et renforcer ces initiatives endogènes, plutôt que d'imposer des modèles extérieurs sans ancrage local.

Enfin, elle a souligné que la Résolution 1325 ne doit pas être vue seulement comme un levier de financement, mais comme un outil stratégique pour repositionner les femmes au cœur de la prévention des conflits, de la reconstruction et de la gouvernance sécuritaire au Sahel.

7. Intervention de Mme Fatim Touré Diédhiou, Chargée de programme Femme, Paix et Sécurité, WANEP Sénégal



Mme Fatim Touré Diédhiou, a partagé l'expérience du programme Women in Peacebuilding Network (WIPNET), l'une des initiatives phares du réseau pour l'implication des femmes dans la prévention et la résolution des conflits.

Créé au Libéria en 2001, à la suite des conflits qui ont secoué la région, WIPNET est né du constat que les femmes étaient souvent silencées dans les espaces de dialogue où leurs agresseurs étaient parfois présents. WANEP a donc mis en place des espaces exclusivement féminins afin que les femmes puissent s'exprimer librement, partager leurs vécus et contribuer activement aux processus de paix.

Le programme a formé plus de 3 000 femmes au Libéria en médiation, plaidoyer, dialogue communautaire et éducation à la paix. Ces femmes se sont regroupées au sein du mouvement "Women Mass Action Campaign for Peace", une mobilisation historique qui a conduit à la signature de l'accord de paix de 2003 au Ghana et à la fin de la guerre civile libérienne. Cette action a valu à deux femmes libériennes, Ellen Johnson Sirleaf (première présidente du Libéria) et Leymah Gbowee, le Prix Nobel de la paix en 2011.

Depuis, le programme WIPNET, devenu Programme Femmes, Paix et Sécurité, s'est étendu à 14 pays d'Afrique de l'Ouest. Il vise à :

- Renforcer la participation inclusive des femmes et des jeunes filles dans la consolidation de la paix ;
- Documenter et transmettre les expériences des pionnières aux nouvelles générations ;
- Promouvoir un mentorat intergénérationnel et des formations décentralisées au niveau communautaire ;
- Encourager la collaboration entre société civile, milieu académique, secteur privé et médias.

Mme Touré a également présenté plusieurs initiatives innovantes issues du programme :

- Voice of Women, premier programme radiophonique communautaire régional diffusé en langues locales, donnant la parole aux femmes rurales ;
- Peace Hut, initiative de soutien psychologique et social pour les femmes victimes de violences ;

- L'intégration de la jeunesse et des jeunes féministes dans les espaces de décision ;
- L'adaptation de nouvelles dynamiques pour aborder les nouvelles menaces sécuritaires, notamment l'impact de l'intelligence artificielle (IA) et de la crise climatique sur l'agenda FPS.

Elle a conclu en soulignant l'importance du suivi-évaluation, du dialogue continu et des synergies régionales pour renforcer durablement l'agenda Femmes, Paix et Sécurité en Afrique de l'Ouest.

8. Intervention de M. Ibrahima Dieng, Chargé de programmes Réseau Paix et Sécurité pour les Femmes de l'Espace CEDEAO (REPSFECO) Sénégal



M. Ibrahima Dieng a présenté les principales actions et défis du réseau dans la mise en œuvre de l'agenda Femmes, Paix et Sécurité en Afrique de l'Ouest.

Créé en 2009 à Abidjan, le REPSFECO œuvre dans 12 pays de la CEDEAO et collabore avec les États de l'Alliance des États du Sahel (AES) pour promouvoir le leadership féminin, la prévention des conflits et la consolidation de la paix. Le réseau travaille à renforcer la participation des femmes à la gouvernance sécuritaire régionale.

M. Dieng a rappelé que les crises récurrentes au Sahel et en Afrique de l'Ouest comme celles du Mali ou du Niger ont des effets transfrontaliers sur la stabilité du Sénégal et d'autres pays voisins. Ces défis exigent une approche concertée et régionale, intégrant pleinement les femmes comme actrices de paix.

Le REPSFECO a conduit plusieurs actions phares :

- Des programmes de formation et d'encadrement juridique pour les femmes commerçantes du corridor Dakar–Bamako–Abidjan ;
- Des initiatives de prévention de l'extrémisme violent et du terrorisme ;
- Des campagnes de sensibilisation aux droits des femmes et à la lutte contre les violences basées sur le genre.

Il a également évoqué les problèmes persistants de coordination régionale, qui freinent la synergie entre les différents réseaux (REPSFECO, WANEP, REFMAP, etc.). Selon lui, il est nécessaire de créer de véritables passerelles de coopération entre ces structures, les autorités locales et les forces de sécurité pour une approche plus cohérente de la paix durable.

Enfin, il a mis en avant des initiatives locales exemplaires comme les “**cases de bon voisinage**” implantées aux frontières entre le Sénégal et le Mali, servant de lieux de dialogue, de médiation et de prévention des conflits communautaires.

M. Dieng a conclu en soulignant que la paix sans les femmes est impossible, et que leur implication effective à tous les niveaux local, national et régional demeure la condition essentielle d’une stabilité durable dans la région ouest-africaine.

9. Intervention de Mme Woré Ndiaye, Experte en Transformation des conflits et développement-Diplomatie (Sénégal)



Mme Woré Ndiaye a partagé un témoignage personnel fort, illustrant son parcours en tant qu’actrice de la mise en œuvre de la Résolution 1325. Elle se définit comme un “produit pur” de cette résolution, qu’elle incarne à travers son engagement intellectuel et professionnel depuis plus de deux décennies.

En 2002, elle publie l’ouvrage « Nous sommes coupables », qui explore le pouvoir des femmes dans le développement de l’Afrique y compris dans les contextes de guerre et de reconstruction, dénonçant leur invisibilisation dans les processus de paix. La rencontre, en 2011, avec Leymah Gbowee, lauréate du Prix Nobel de la paix pour son rôle au Libéria, marque un tournant dans sa trajectoire : elle découvre alors l’existence de la Résolution 1325 et décide de s’y consacrer pleinement.

Après un Master en Transformation des conflits et Développement à l’Eastern Mennonite University en Virginie, elle choisit de rentrer au Sénégal en 2013 pour œuvrer à la mise en œuvre concrète de l’agenda Femmes, Paix et Sécurité en Afrique. Inspirée par la pensée systémique, elle adopte une approche fondée sur la collaboration discrète mais stratégique, soutenant les mouvements des jeunes et des femmes et apportant son expertise à diverses institutions et renforçant les synergies régionales.

Elle a notamment travaillé avec :

- Femmes Africa Solidarité (FAS) sur le Plan d’action régional pour les Grands Lacs entre le Burundi, la RDC et le Rwanda ; Le Gorée Institute, pour la création de huit comités locaux de paix et de médiation en Afrique de l’Ouest ainsi que la mise en œuvre des instruments sous-régionaux comme le Cadre de prévention des conflits de la CDEAO (CPCC);
- Le Young African Leaders Initiative (YALI), sur le leadership ainsi que la formation et la sensibilisation des jeunes à la culture de la paix ;

- Le Bureau des Nations Unies pour l’Afrique de l’Ouest et le Sahel (UNOWAS), où elle a coordonné le secrétariat du groupe de travail Femmes, Paix et Sécurité et contribué à intégrer la dimension jeunesse après l’adoption de la Résolution 2250.

Mme Woré Ndiaye est une Consultante internationale, Conseillère mondiale en Plaidoyer pour une approche inclusive dans la mise en œuvre des ODD. Elle est également Conseillère technique du Ministre des Forces armées du Sénégal. Elle contribue entre autres à une meilleure intégration des femmes dans les forces armées et la coopération civilo-militaire.

Elle a également contribué à la conceptualisation ainsi que la mise en œuvre des dispositifs de veille électorale, comme la salle de monitoring des élections présidentielles du Nigéria en 2015, rappelant que de nombreux conflits en Afrique de l’Ouest trouvent leur origine dans les processus électoraux.

Enfin, elle a élargi le concept de paix à la sécurité humaine, insistant sur les enjeux contemporains : sécurité alimentaire, sanitaire, numérique et sociale. Selon elle, ces nouvelles formes de menaces exigent une approche globale et inclusive, au cœur de laquelle les femmes doivent être reconnues comme actrices centrales de la stabilité et du développement durable.

10. Mme Simone Mbode Diouf, Jeune ambassadrice pour la paix de l’Union africaine pour la région Afrique de l’Ouest



Mme Simone Mbode Diouf, a souligné l’importance du lancement de WIIS Sénégal, qui renforce la synergie entre les agendas Femmes, Paix et Sécurité (1325) et Jeunesse, Paix et Sécurité (2250).

Dans son rôle à l’Union africaine, elle œuvre comme pont entre la jeunesse ouest-africaine et les institutions continentales, contribuant à l’élaboration des plans d’action nationaux Jeunesse, Paix et Sécurité et à la formation des jeunes leaders. Elle est également présidente de l’Association pour la Promotion du Leadership des Jeunes Femmes et Filles (APLJF) et coordonnatrice de la rédaction du futur plan d’action national Jeunesse, Paix et Sécurité du Sénégal.

Mme Diouf a dressé un bilan lucide des 25 ans de mise en œuvre de la Résolution 1325 :

Des progrès indéniables, avec 14 pays d’Afrique de l’Ouest dotés de plans d’action nationaux et l’émergence de réseaux régionaux solides comme le REPSFECO, WANEP et FemWise Africa ;

Mais aussi des défis persistants :

- Sous-financement chronique,
- Manque de coordination,
- Faible participation des jeunes femmes,
- Dépolitisation progressive de l'agenda Femmes, Paix et Sécurité.

Elle a souligné que les voix des femmes sont désormais entendues mais encore trop peu écoutées dans les espaces décisionnels, appelant à une transformation structurelle et culturelle pour assurer leur pleine inclusion.

En évoquant la jeunesse, elle a insisté sur la nécessité de reconnaître les jeunes femmes non pas comme héritières, mais comme co-créatrices de cet agenda. Celles-ci développent aujourd'hui des formes innovantes d'engagement, notamment :

- La résilience communautaire dans les zones fragiles (Nord Togo, Nord Bénin, Côte d'Ivoire) ;
- Le militantisme numérique contre la désinformation, le cyberharcèlement et les discours de haine ;
- L'intégration de nouvelles thématiques comme le changement climatique et la sécurité numérique.

Elle a plaidé pour une synergie intergénérationnelle entre pionnières et jeunes leaders, qu'elle considère comme la clé de la durabilité et du renouvellement de l'agenda Femmes, Paix et Sécurité.

Enfin, elle a formulé deux recommandations :

- Aux États : créer et institutionnaliser des espaces de mentorat et de transfert de compétences entre générations de femmes leaders ;
- Aux partenaires internationaux : renforcer le financement public et international des plans d'action nationaux, indispensables à la mise en œuvre effective des engagements pris.

Elle a conclu en réaffirmant l'engagement de la jeunesse africaine à porter collectivement un agenda inclusif, transformateur et durable pour la paix sur le continent.

11. Quelques Interventions de participant.es

- **Mme Yéya Ly, juriste membre de la deuxième cohorte de FemWise Africa (Sénégal)**



Elle a rappelé que l'agenda Femmes, Paix et Sécurité ne se limite pas à la Résolution 1325, mais s'appuie sur plusieurs textes complémentaires, notamment la Résolution 2242 (2015), qui reconnaît pour la première fois le rôle des femmes dans la lutte contre l'extrémisme violent. Elle a insisté sur la nécessité de vulgariser davantage ces résolutions, encore méconnues du grand public, pour en faire un véritable levier de transformation sociale et politique.

- **Amina Niandou, Experte prévention de l'extrémisme violent (PREV), membre de la Plateforme des Femmes du Sahel du Réseau des femmes pour la paix et la sécurité (Niger)**



Citant l'exemple du Niger, elle a indiqué que le pays en est à sa troisième génération de plan d'action national (PAN), témoignant d'une dynamique régionale, mais aussi de défis persistants liés à la coordination et au cadre juridique.

- **Mme Meram Mahamat Mourba médiatrice, Coordinatrice du Réseau des Filles et Femmes Médiatrices Sociales (RFMS) (Tchad)**



Mme Mohamed Mourba a souligné que 25 ans après l'adoption de la Résolution 1325, celle-ci demeure peu connue et peu appropriée par les femmes, surtout dans les milieux communautaires et ruraux.

Elle a plaidé pour une vulgarisation massive de la résolution et de ses textes connexes à travers des programmes de sensibilisation impliquant les leaders religieux, communautaires et traditionnels.

Cette approche inclusive, déjà mise en œuvre dans son pays, vise à faire comprendre aux femmes qu'elles disposent d'un véritable pouvoir d'action dans la consolidation de la paix. Elle a également rappelé la nécessité d'impliquer les hommes pour lever les obstacles socioculturels à l'autonomisation des femmes dans les processus de paix.

12. Recommandations

Les échanges ont mis en avant un diagnostic partagé : malgré des avancées, la Résolution 1325 reste inégalement appliquée, souvent méconnue, sous-financée et trop centralisée. Les panélistes ont formulé plusieurs recommandations prioritaires :

Vulgarisation et inclusion

- Promouvoir la connaissance de la Résolution 1325 et de ses déclinaisons auprès des femmes des zones rurales et des communautés locales.
- promotion diffusion de la Résolution 1325 à tous les niveaux et à grande échelle, en particulier dans les milieux académiques (notamment dans les écoles primaires, les collèges, les lycées ainsi que dans les universités), auprès des responsables et acteurs institutionnels, des représentants de la société civile et dans les médias.
- Mettre l'accent sur la nécessité de connaître et de faire largement connaître les plans d'action nationaux pour la mise en œuvre de la Résolution 1325.
- Désélitiser la mise en œuvre de l'agenda Femmes, Paix et Sécurité en s'appuyant sur les mécanismes endogènes de médiation et de cohésion sociale.

➤ Synergie et coordination

- Renforcer la synergie entre les réseaux régionaux (WIIS, REPSFECO, WANEP, FemWise Africa) et organiser des rencontres régulières entre acteurs nationaux et régionaux.
- Créer des plans d'action régionaux africains, au-delà des frontières nationales, pour une mise en œuvre harmonisée.

➤ Leadership et relève

- Assurer une alternance générationnelle dans les organisations féminines, en intégrant les jeunes femmes dans les instances de décision.
- Mettre en place des programmes de mentorat intergénérationnel et de formation en leadership transformationnel pour renforcer la relève féminine.

➤ Financement et suivi

- Augmenter les budgets nationaux et les financements flexibles pour les organisations locales de femmes et de jeunes féministes.
- Mettre en place des mécanismes de suivi et de redevabilité co-construits avec la société civile.

➤ Nouveaux enjeux

- Intégrer dans l'agenda Femmes, Paix et Sécurité les nouvelles menaces émergentes : changement climatique, migration, numérique, sécurité alimentaire et sociale.
- Favoriser des échanges interrégionaux entre l'Afrique de l'Ouest, du Nord et du Centre pour mutualiser les expériences.

14. Conclusion

Les discussions ont mis en lumière une prise de conscience collective : l'agenda Femmes, Paix et Sécurité doit désormais être localisé, décloisonné et intergénérationnel.

Les participant.es ont réaffirmé leur engagement à travailler ensemble, au-delà des frontières et des générations, pour bâtir une Afrique de la paix, de la justice et de l'égalité, où les femmes sont au cœur de la transformation durable.